

La vérité si tu mens...



Le 21 mars s'est réuni au plus haut niveau de l'état la Conférence Interministérielle Santé Publique composée des 7 ministres de la santé et des 5 ministres de l'enseignement que compte notre pays.

L'élément majeur qui y a été discuté est la formation initiale des infirmiers.

Les 3 communautés ont déjà annoncé qu'elles monteraient leur formation de bachelier infirmier à 4 ans afin de rencontrer les exigences supérieures de la directive européenne. Ceci est déjà acquis depuis bien longtemps, c'est une première victoire de 20 ans de combat de notre association. Par contre, ces mêmes communautés attendaient la discussion de ce 21 mars pour régler définitivement le sort de la formation de brevet (aussi appelée HBO5 en Flandre).

2 attitudes sont proposées par les communautés : soit augmenter de 6 mois la formation de brevet et indiquer sur le diplôme délivré que cette formation répond aussi bien que le bachelier aux exigences de l'Europe, soit laisser la formation à 3 ans et former un niveau différent d'infirmier (ou un niveau intermédiaire entre aide-soignant et infirmier, ou encore un « super aide-soignant »).

La première proposition n'est que poudre aux yeux. Comment expliquer qu'il est nécessaire d'ajouter 1 an d'études supérieures aux bacheliers pour atteindre le niveau européen et seulement 6 mois aux brevetés pour atteindre ce même niveau ? L'enseignement professionnel secondaire complémentaire est-il plus intensif et plus exigeant que l'enseignement supérieur ? Y a-t-il plus de travaux et d'études à faire à la maison dans l'enseignement secondaire que dans l'enseignement supérieur ? Ou bien va-t-on supprimer tous les congés scolaires dans l'enseignement secondaire ? Indiquer sur un diplôme qu'après une formation de 3,5 ans dans l'enseignement secondaire, la personne répond aux exigences européennes relèvera de l'hypocrisie...

La deuxième proposition est soutenue par les associations de praticiens de l'art infirmier comme la nôtre. Avec bien entendu le maintien de passerelles, plus réalistes, pour ceux et celles qui le souhaitent entre brevet et bachelier. Nous espérons juste que le titre délivré à la fin ne comporte pas le mot « infirmier » par honnêteté dans la relation avec les patients. Mais nous sommes prêts à faire une nouvelle concession. Appelons-le « technicien infirmier » ou quelque chose



comme ça, si cela peut permettre de rendre officiel ce qui sera la vérité. Car il faut arrêter de dire qu'on formera aux mêmes compétences des étudiants dans des systèmes éducatifs de niveaux et de durées si différents. Si on forme des infirmiers à des niveaux si différents, il faut à tout le moins leur donner une définition de fonction différente. Nous avons donc fait au sein de l'UGIB une proposition en ce sens. Celle-ci n'est pas péjorative pour les futurs brevetés, elle leur permettrait de remplir un rôle indispensable dans le système de santé de demain, mais montrerait aussi que cette formation n'est pas celle qui est attendue par l'Europe. En toute honnêteté.

Pour l'instant la Ministre fédérale de la santé, Maggie De Block (OpenVLD), campe sur sa position : toutes les formations infirmières doivent répondre aux exigences de l'Europe. Elle a raison. C'est la situation idéale qui est voulue par tous, nous y compris. Mais tout le monde sait que les écoles qui n'arriveront pas à s'aligner sur les exigences européennes ne fermeront pas. A cause de l'épouvantail de la pénurie infirmière agité en Flandre, dans la région qui forme 60% des infirmiers belges, qui est aussi la région qui a élu la Ministre De Block... Et donc comme ces écoles ne fermeront pas, il faut en tenir compte de manière réaliste : il persistera encore dans notre pays, pendant de nombreuses années, des

formations infirmières de niveaux différents. Si la Ministre ferme les yeux sur cette réalité, et se cache derrière les déclarations hypocrites d'équivalence des 2 formations qui seront indiquées sur les papiers, c'est qu'elle oublie qu'elle est responsable d'assurer la santé publique des Belges. Car elle n'aura pas le courage politique d'ensuite faire vérifier (par exemple à l'aide d'un examen d'état) si effectivement toutes ces formations répondront bien aux exigences de l'Europe. Elle fermera donc les yeux sur l'hypocrisie du système actuel alors qu'elle a l'opportunité, depuis ce 21 mars, entourée de 11 autres ministres qui lui tendent une perche, d'y mettre fin.

Il est malheureux d'avoir attendu si tard pour enfin mettre tous ces ministres compétents autour de la table. Cette consultation tardive a fait que le débat n'a malheureusement pas pu être conclu. La Ministre a déclaré se donner encore 3 mois et une nouvelle conférence interministérielle avant de trancher.

Si la Ministre De Block prend l'option du mensonge, nous pouvons lui garantir que nous mettrons tous nos moyens en œuvre pour diffuser la vérité. Nous l'invitons donc plutôt à appliquer son slogan électoral : « faire de la politique autrement ».

Le comité de rédaction.